

Le regard des Français sur les grands enjeux de l'élection présidentielle : Les institutions et la moralisation de la vie politique #6

Sondage Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi, Directeur Général Adjoint

Esteban Pratviel, Chef de groupe

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44 / 06 16 97 06 01

prenom.nom@ifop.com

Avril 2017



1 | La méthodologie



Etude réalisée par Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 866 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 2 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 10 avril 2017.

2 | Les résultats de l'étude

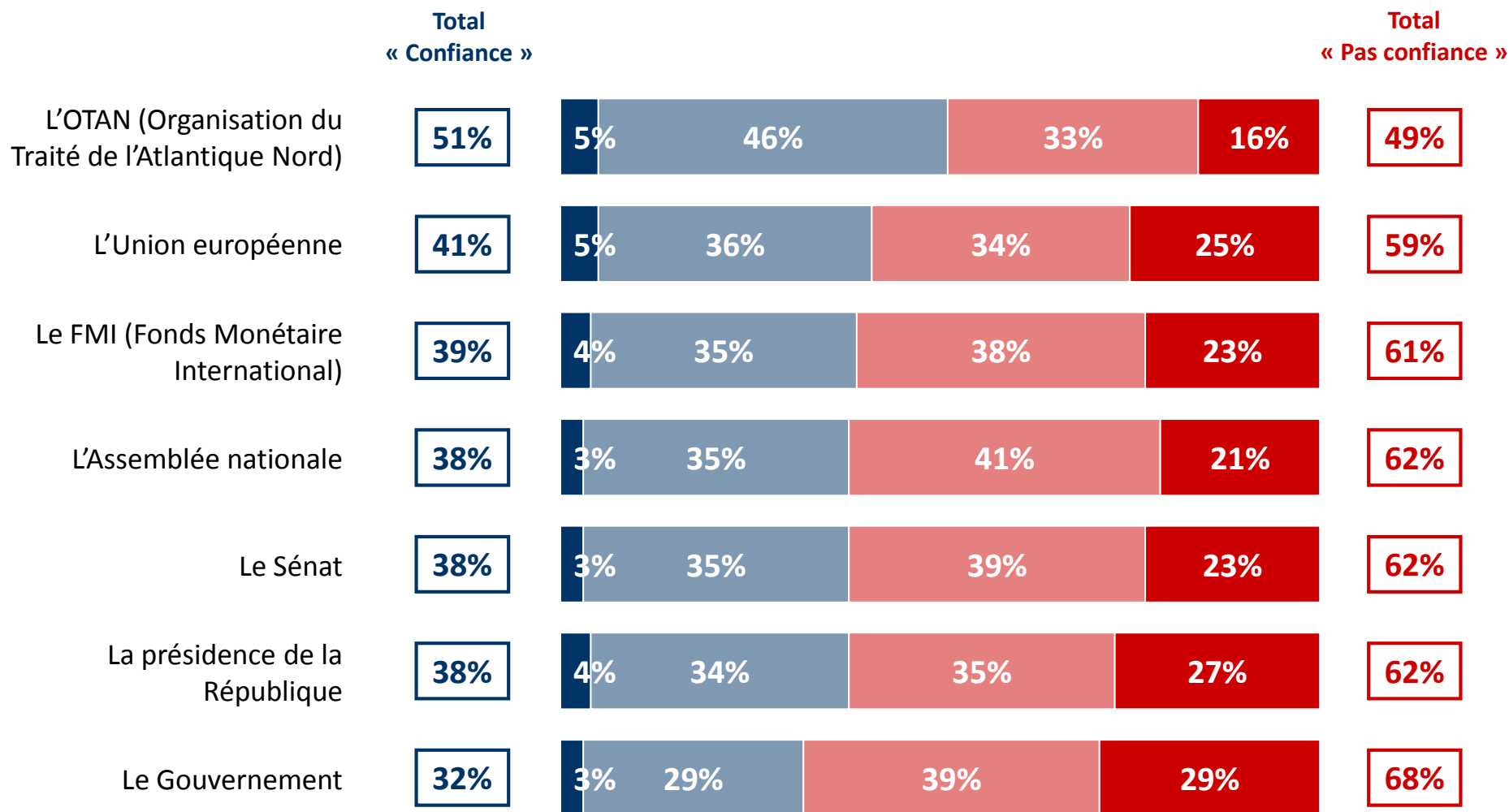


A | La description de la situation en France en matière d'institutions et de vie politique

QUESTION : Quand on vous parle des institutions de la Cinquième République, quels sont tous les mots, les sentiments et les images qui vous viennent à l'esprit ?

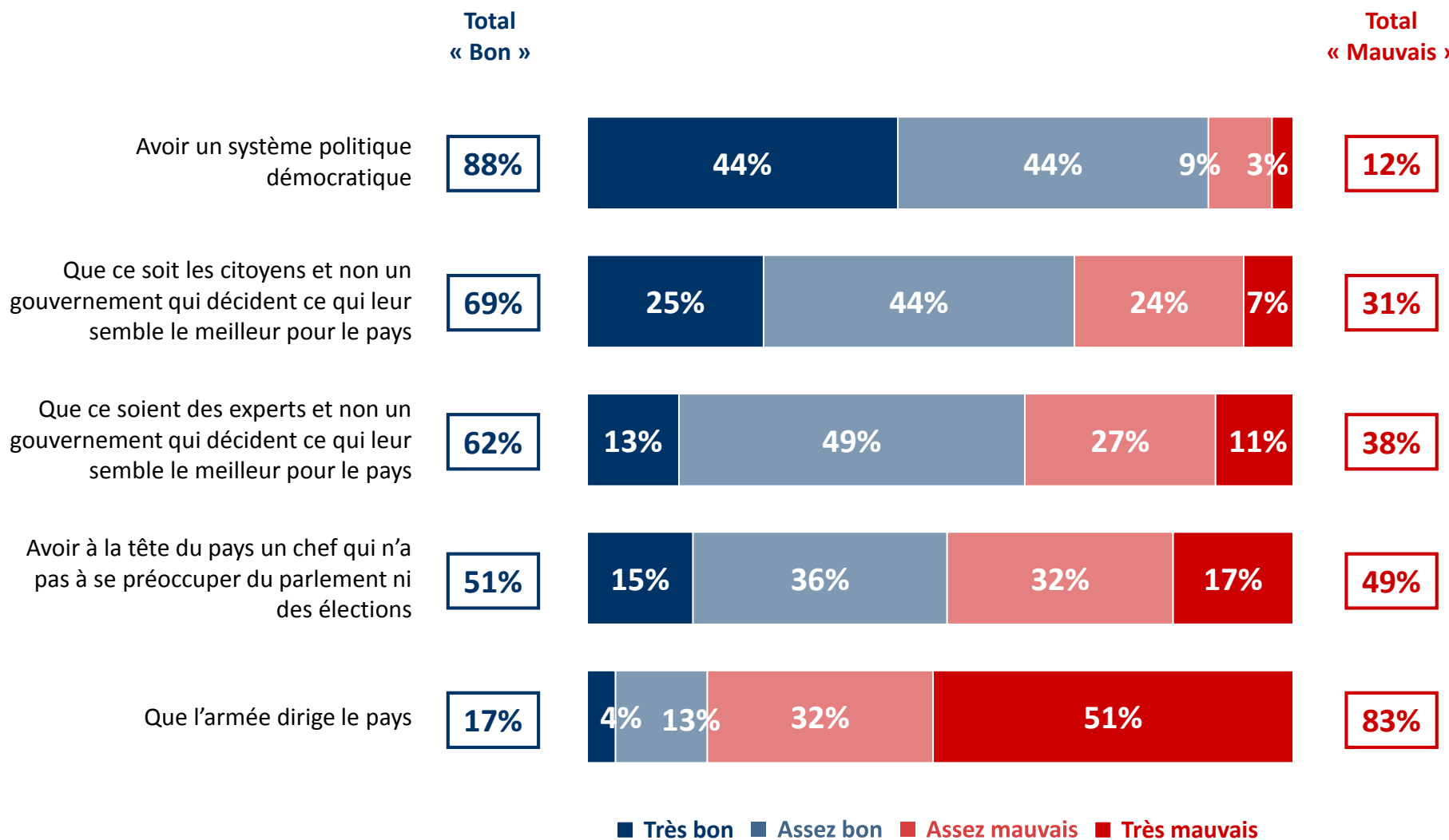


QUESTION : Avez-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans les institutions suivantes ?



■ Tout à fait confiance ■ Plutôt confiance ■ Plutôt pas confiance ■ Pas du tout confiance

QUESTION : Voici différents types de systèmes politiques. Pour chacun d'entre eux, diriez-vous que ce système politique serait très bon, assez bon, assez mauvais ou très mauvais pour la France ?



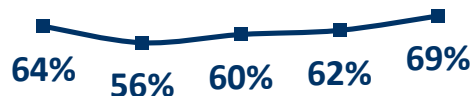
QUESTION : Voici différents types de systèmes politiques. Pour chacun d'entre eux, diriez-vous que ce système politique serait très bon, assez bon, assez mauvais ou très mauvais pour la France ?

Avoir un système politique démocratique



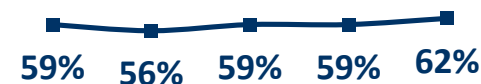
Déc. 2014 Fév. 2015 Déc. 2015 Déc. 2016 Avr. 2017

Que ce soit les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays



Déc. 2014 Fév. 2015 Déc. 2015 Déc. 2016 Avr. 2017

Que ce soient des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays



Déc. 2014 Fév. 2015 Déc. 2015 Déc. 2016 Avr. 2017

Avoir à la tête du pays un chef qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections



Déc. 2014 Fév. 2015 Déc. 2015 Déc. 2016 Avr. 2017

Que l'armée dirige le pays



Déc. 2014 Fév. 2015 Déc. 2015 Déc. 2016 Avr. 2017

■ **Récapitulatif TOTAL « Bon »**

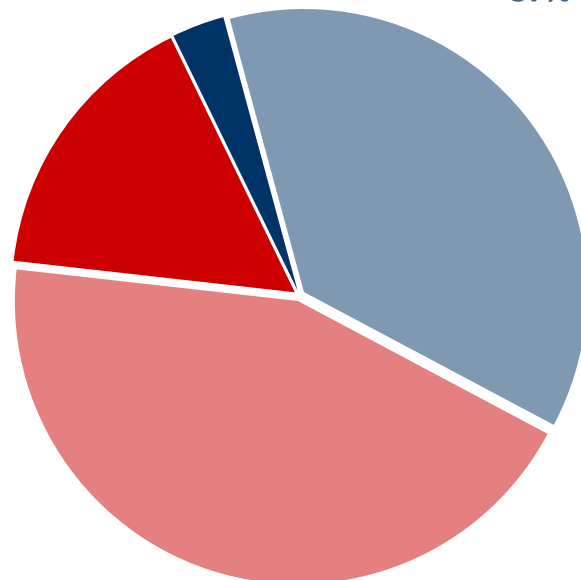
Source : Baromètre de la confiance politique OpinionWay pour le Cevipof réalisé par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon d'environ 2000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales. Le libellé de la question était : « Je vais vous décrire différents types de systèmes politiques. Pour chacun, veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise.. »

QUESTION : Diriez-vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?

TOTAL Bien
40%

Très bien 3%
Assez bien 37%

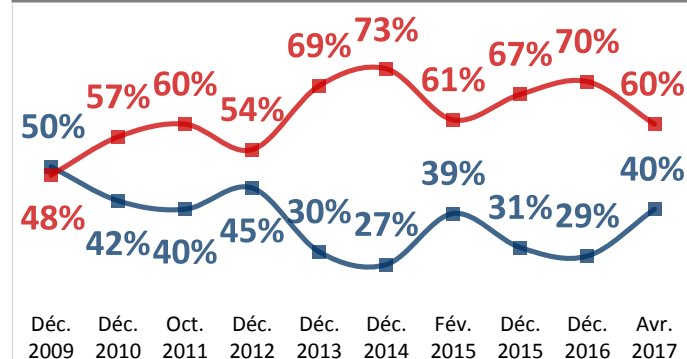
Pas bien du tout
16%



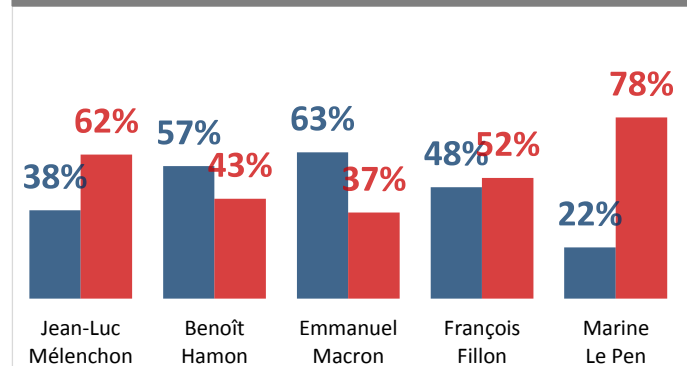
TOTAL Pas bien
60%

Pas très bien
44%

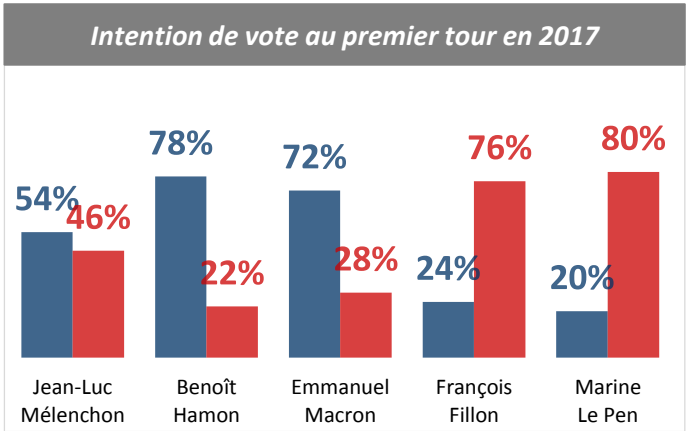
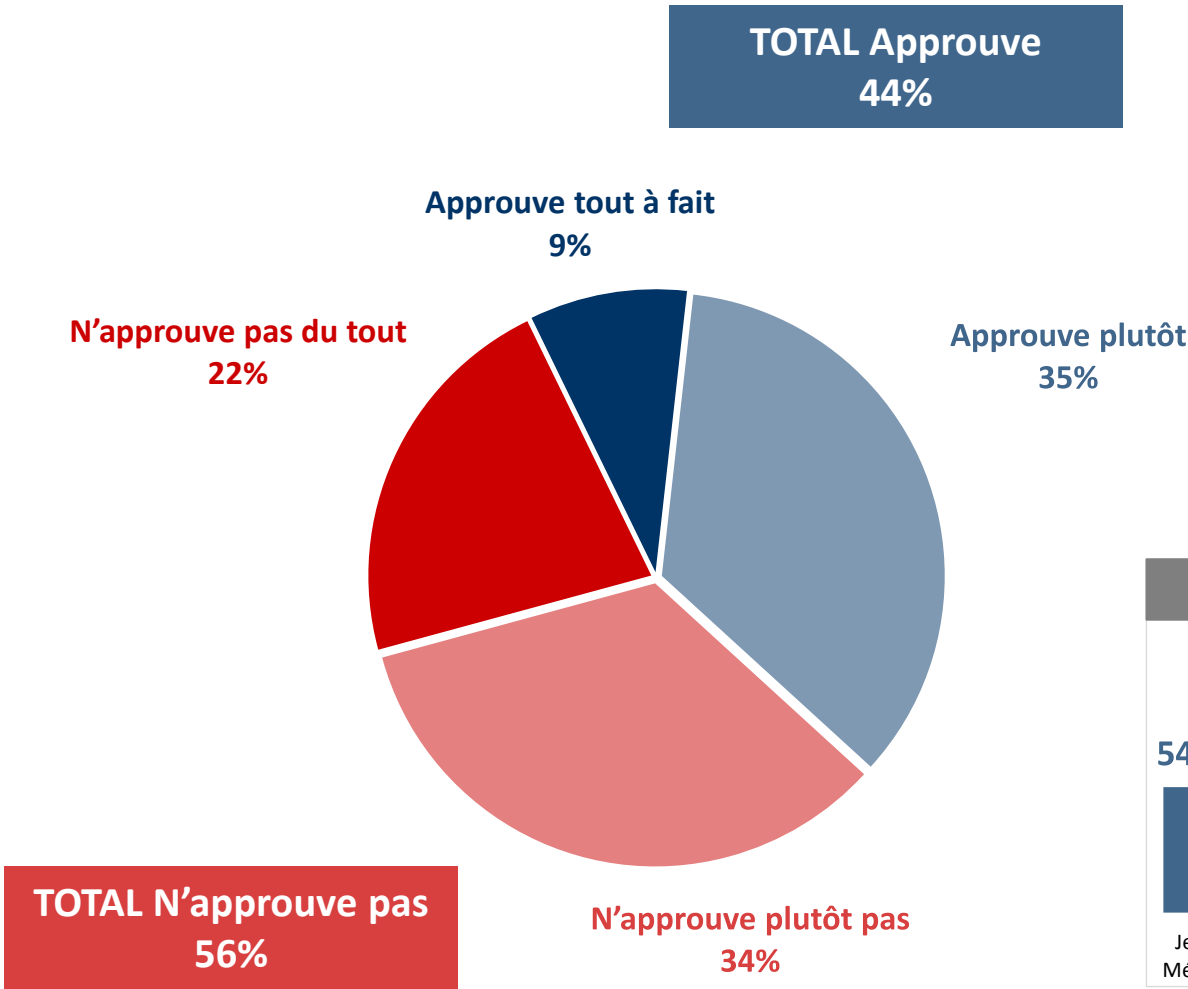
Evolution des résultats depuis 2014



Intention de vote au premier tour en 2017



QUESTION : Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de François Hollande en matière de moralisation de la vie politique ?

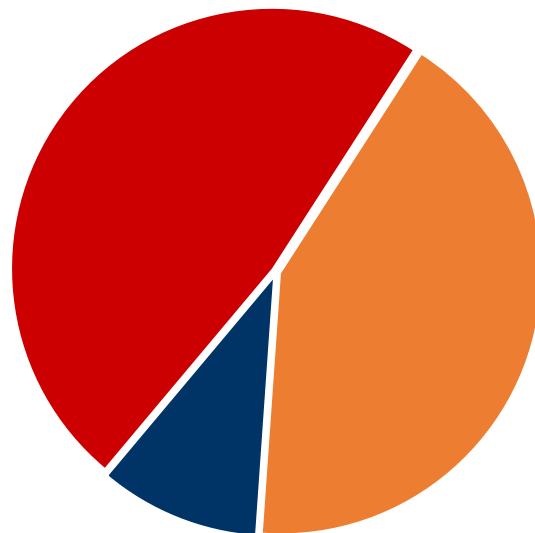


B | Les orientations souhaitées en matière d'institutions et de vie politique

QUESTION : Au sujet des institutions de la Cinquième République, de laquelle des propositions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

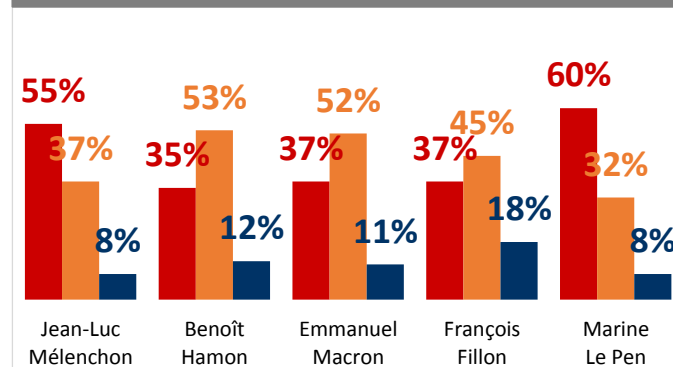
Les institutions de la Cinquième République doivent être réformées en profondeur
48%

Les institutions de la Cinquième République doivent être adaptées sans être transformées radicalement
42%

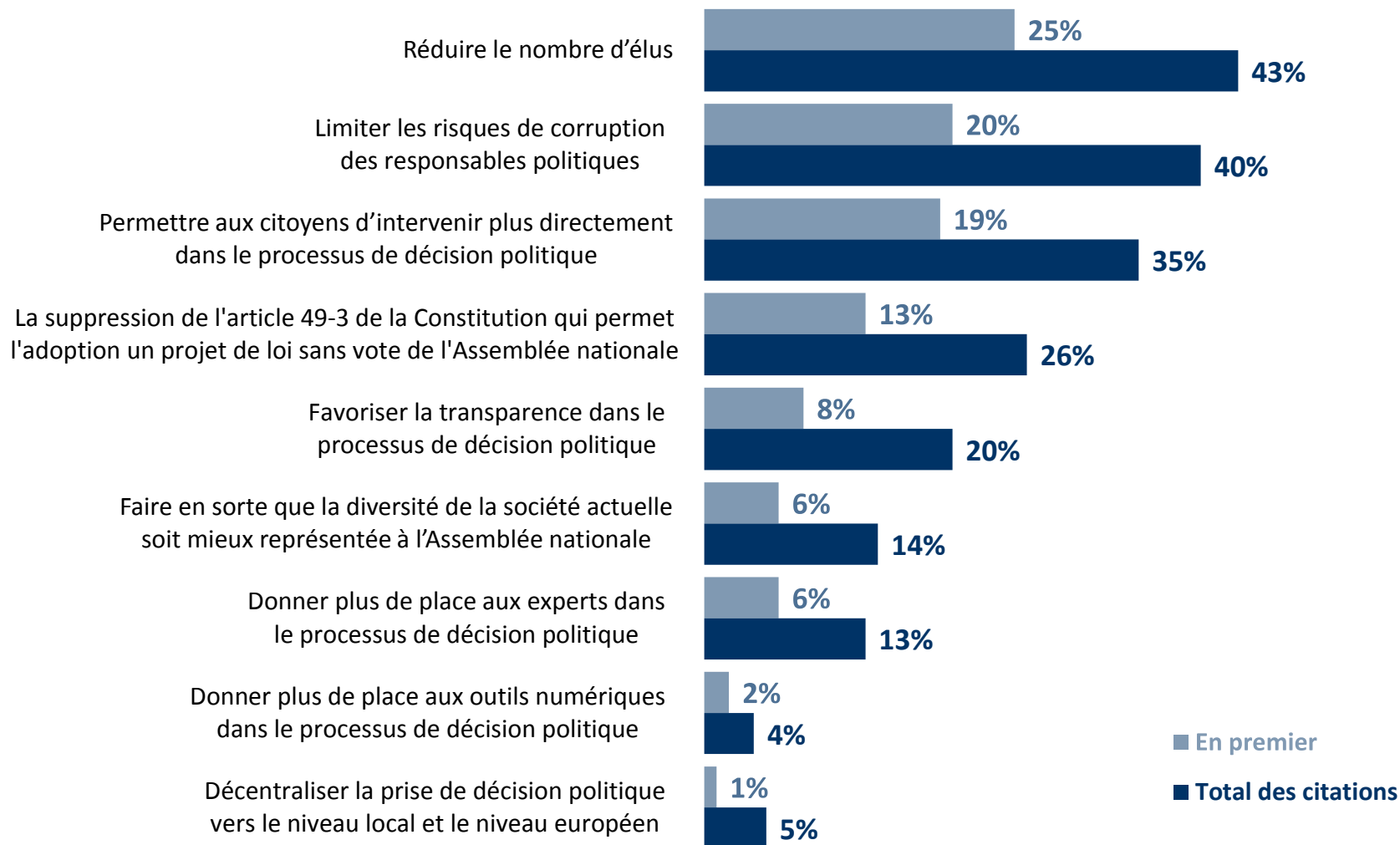


Les institutions de la Cinquième République doivent être maintenues en l'état
10%

Intention de vote au premier tour en 2017



QUESTION : Selon vous, quelles doivent être les priorités de la réforme des institutions pour améliorer le fonctionnement de la vie politique ? En premier ? En second ?

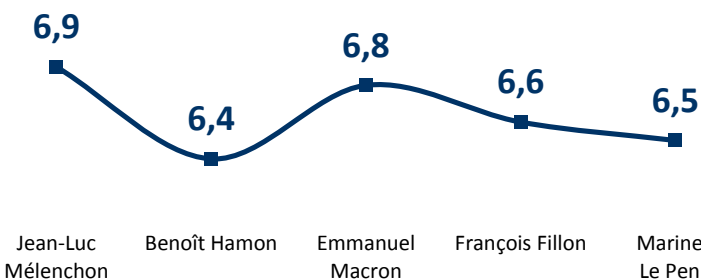


QUESTION : Dans quelle mesure considérez-vous que les enjeux liés à la modernisation des institutions et au fonctionnement de la vie politique vont jouer un rôle important ou pas important dans votre vote à l'élection présidentielle ? Veuillez évaluer cette importance sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que ces enjeux auront une très faible importance dans votre vote, et 10 qu'ils auront une très forte importance. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

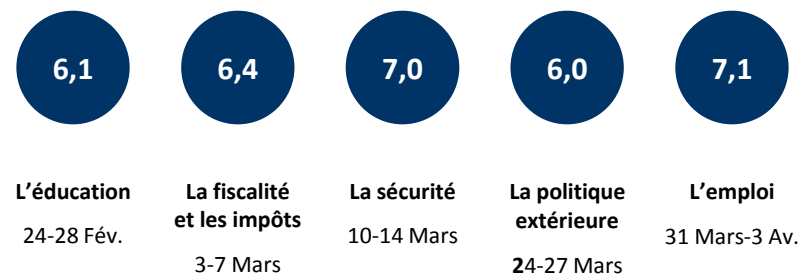
Poids moyen des enjeux liés à la modernisation des institutions et au fonctionnement de la vie politique
(Note sur 10)



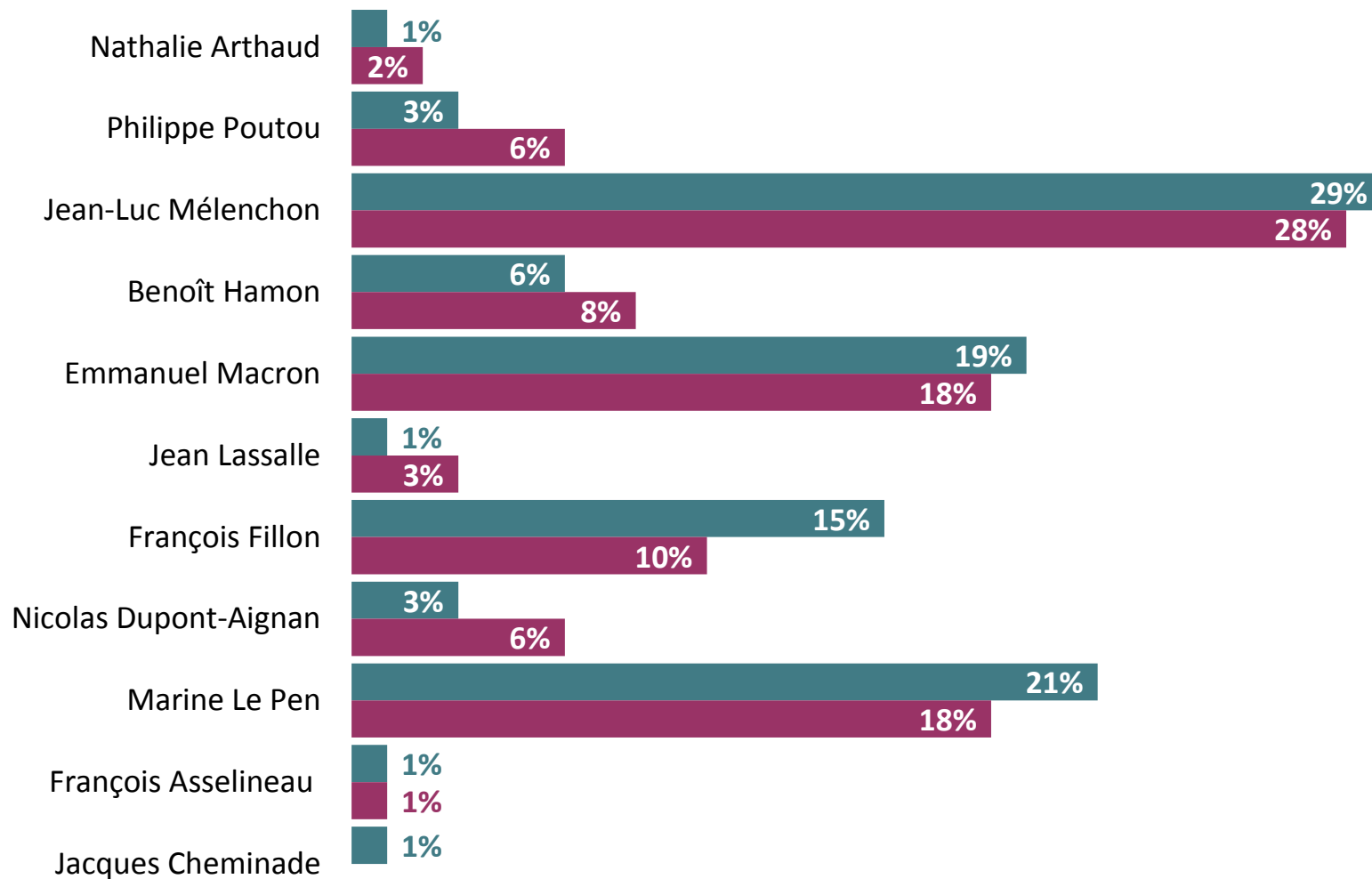
Intention de vote à l'élection présidentielle de 2017



Rappel Poids moyen des autres enjeux

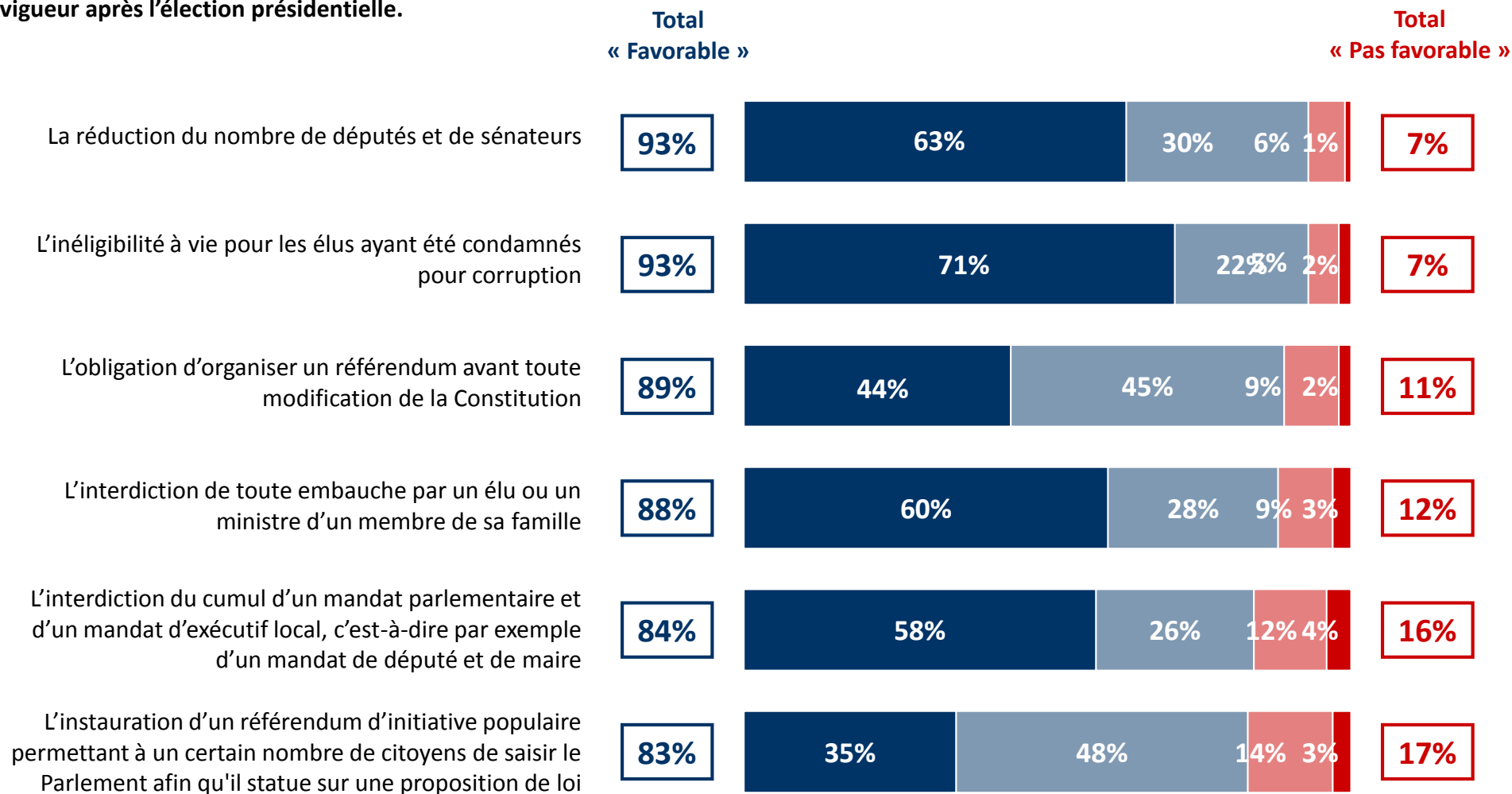


QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est celui qui est le plus capable de proposer les meilleures solutions ou mesures... ?



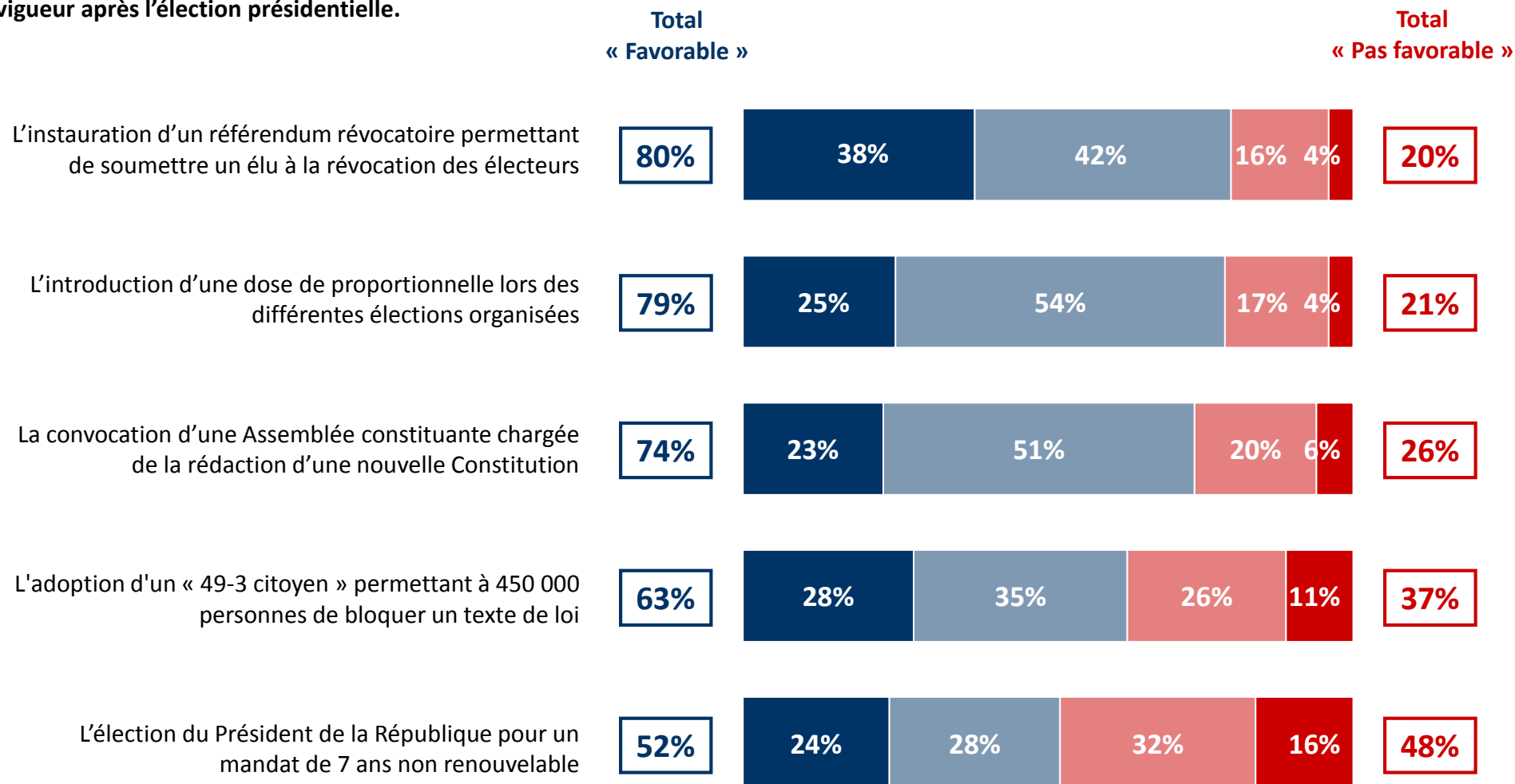
■ En matière de réforme des institutions ■ En matière de moralisation de la vie politique

QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de la modernisation des institutions et du fonctionnement de la vie politique. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou opposé à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle.



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable

QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de la modernisation des institutions et du fonctionnement de la vie politique. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou opposé à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle.



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable

3 | Les principaux enseignements



La cinquième vague du baromètre Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio portant sur les grands enjeux de l'élection présidentielle s'est intéressée à la problématique des institutions et de la vie politique du pays. A quelques jours du premier tour du scrutin, les électeurs expriment un sentiment de défiance marqué vis-à-vis de leurs institutions, notamment en raison des comportements et des pratiques de leurs représentants.

Les Français portent un regard critique sur leurs institutions, déplorant majoritairement un mauvais fonctionnement de la démocratie.

Relevant d'un dysfonctionnement global, seulement 40% seulement des personnes inscrites sur les listes électorales estiment que la démocratie en France fonctionne bien en France, tandis que 60% considèrent qu'elle fonctionne mal.

Ce jugement sévère se révèle concomitant à une profonde méfiance des personnes interrogées vis-à-vis des principales institutions du pays. Moins d'un Français (32%) sur trois déclare notamment avoir confiance dans le Gouvernement. Plus généralement, les institutions représentatives peinent à inspirer la confiance de leurs mandants. Seules 38% des personnes interrogées manifestent leur confiance dans le Sénat, l'Assemblée nationale ou la présidence de la République, institutions pourtant élues au suffrage universel (direct ou indirect) par les citoyens. S'agissant des institutions internationales, les jugements s'avèrent contrastés. Dans une conjoncture conflictuelle, une courte majorité (51%) déclare avoir confiance dans l'organisation de défense militaire qu'est l'OTAN. En revanche, ils ne sont que 39% à avoir confiance dans le Fonds Monétaire International. Enfin, bien qu'ils soient 57% à estimer que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne est une bonne chose, près de six Français sur dix (59%) n'ont pas confiance dans l'institution.

¹Sondage Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 24 au 27 mars 2017 auprès d'un échantillon de 1 495 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 1 600 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Le quinquennat qui s'achève semble ne pas avoir amélioré la perception qu'ont les électeurs de la vie politique française. Marquée notamment par l'affaire Cahuzac et par l'affaire Le Roux, l'action de François Hollande en matière de moralisation de la vie politique est pour autant approuvée par 44% des Français, soit un score non-négligeable compte tenu de la perception plus sévère des autres aspects de son quinquennat.

La défiance des Français vis-à-vis de leurs institutions les poussent à réclamer de profonds changements dans leur fonctionnement.

Face aux dysfonctionnements de la démocratie dans le pays, une très large majorité de Français attend une réforme des institutions de la Cinquième République. 48% d'entre eux estiment alors que cette réforme doit être faite en profondeur, tandis que 42% privilégient des ajustements. Les personnes interrogées ne réclament pas pour autant un changement de système politique. 88% d'entre elles déclarent en effet qu'un système politique démocratique, celui que nous connaissons actuellement, est bon pour la France. Ciblant sans doute les travers de leurs élus, les Français révèlent parallèlement avoir un penchant pour l'association d'autres personnes à la décision publique : 69% jugent positivement un système politique proche de la démocratie directe, où ce sont les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays, tandis que 62% verraient d'un bon œil que la France soit dirigée par des experts et non un gouvernement.

Attendues dans cette campagne présidentielle, les réformes des institutions réclamées par les Français visent à baliser l'action des élus tout en confiant aux citoyens plus de droits politiques.

Particulièrement présents dans le débat de la campagne présidentielle avec l'irruption des affaires mêlant notamment François Fillon et Marine Le Pen, l'enjeu de la modernisation des institutions et du fonctionnement de la vie politique obtient une note moyenne de 6,5 chez les Français, soit une note plus élevée que celle mesurée pour la politique extérieure (6), l'éducation (6,1) et la fiscalité (6,4).

Interrogés sur les priorités d'une possible réforme des institutions dans le but d'améliorer le fonctionnement de la vie politique, les Français attendent en priorité un encadrement de l'action des élus, que ce soit par la réduction de leur nombre (43% de citations au total) ou par la limitation des risques de corruption dont ils sont parfois sujets (40%). La réduction du nombre d'élus (proposée notamment par Emmanuel Macron François Fillon, Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen) est d'ailleurs la mesure la plus largement soutenue par les personnes interrogées, 93% y étant favorables. C'est ensuite une intégration plus grande des citoyens dans la décision publique qui est souhaitée par les électeurs, à travers la possibilité d'une intervention plus directe de leur part dans le processus de décision politique (35%) et la suppression de l'article 49-3 permettant l'adoption d'un projet de loi sans vote de l'Assemblée nationale, pourtant représentante de l'intérêt des citoyens français (26%).

En matière de réforme des institutions et de moralisation de la vie politique, Jean-Luc Mélenchon est le plus soutenu.

A moins de deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon apparaît comme le candidat le plus convaincant en matière de réforme des institutions (29% de citations) ou de moralisation de la vie politique (28%). A un niveau nettement au-dessus de son score d'intentions de vote, le candidat de la France Insoumise devance nettement Marine Le Pen (respectivement 21% et 18% de citations) et Emmanuel Macron (19% et 18%), tandis que François Fillon se situe à un niveau moindre, en particulier en matière de moralisation de la vie politique (15% et 10%). Dans la lignée des résultats observés précédemment, les propositions des différents candidats retenant le plus l'attention des Français sont d'abord celles ayant trait à l'encadrement des comportements et pratiques des élus. Près de neuf personnes interrogées sur dix sont ainsi favorables à la réduction du nombre de députés et de sénateurs (93%), ainsi qu'à l'inéligibilité à vie des élus condamnés pour corruption (93%), tandis qu'à peine moins se prononcent pour l'interdiction de toute embauche par un élu ou un ministre d'un membre de sa famille (88%) ou pour l'interdiction du cumul d'un mandat parlementaire et d'un mandat exécutif local (94%). Sont ensuite appréciées les propositions favorisant le contrôle de la décision publique par les citoyens. L'instauration d'un référendum avant toute modification de la Constitution (89%), l'instauration d'un référendum d'initiative populaire (83%) et l'instauration d'un référendum révocatoire permettant de mettre en jeu le limogeage d'un élu (80%) suscitent l'adhésion de plus de 8 Français sur 10.